



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA NIÈVRE

Préfecture de la Nièvre Secrétariat Général

Direction du pilotage interministériel
et des moyens

Guichet unique ICPE
Pôle enquêtes publiques

Tél. 03 86 60 71 46
Télécopie : 03 86 60 72 51

2012-P- 1987

ARRÊTÉ

mettant en demeure Monsieur le Directeur de la SADE CGTH de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2012-P-1076 du 3 Juillet 2012 pour son centre de stockage de déchets non dangereux de LA FERMETÉ (Nièvre)

**La Préfète du département de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2007-P-1778 du 30 mars 2007 autorisant la société SADE à poursuivre l'exploitation de son centre de stockage de déchets non dangereux situé sur la commune de LA FERMETE (Nièvre),
- VU** l'arrêté préfectoral n°2012-P-1076 du 3 juillet 2012 portant prescriptions complémentaires applicables à la société SADE CGTH pour l'installation de stockage de déchets non dangereux qu'elle exploite sur le territoire de la commune de LA FERMETE (Nièvre),
- VU** l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié, relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux,
- VU** la fiche des constatations de l'inspection des installations classées, en date du 4 décembre 2012,

CONSIDÉRANT qu'en ne respectant pas les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 juillet 2012 susvisé, l'exploitant ne garantit pas en toutes circonstances les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, notamment en matière de nuisances et de risques,

CONSIDÉRANT que selon l'article L.514-1-1 du Code de l'environnement, lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Nièvre :

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : PRESCRIPTIONS

En application de l'article L.514-1-1 du Code de l'environnement, le Directeur de la SADE CGTH, sise 11 rue des Perrières à NEVERS, est mis en demeure, sous un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, de se conformer aux prescriptions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012-p-1076 du 3 juillet 2012 susvisé pour les mesures suivantes :

Article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012-P-1076 du 3 Juillet 2012.

- « La forme de ce compte rendu ainsi que les fiches constituées par le jury de nez feront l'objet d'une validation par l'inspection des installations classées. »
- « La société SADE organisera tous les mois un rendu des fiches qui auront été fournies par le jury de nez. Ce compte rendu sera transmis systématiquement à l'inspection des Installations classées ainsi qu'au Maire de La Fermeté, d'Imphy et au jury de nez. »
- « Les nouvelles alvéoles qui seront exploitées devront être entourées et équipées de filets brise vent d'une hauteur minimale de trois mètres par rapport à la digue du casier. »
- « Des chaussettes filtrantes sont systématiquement mises en place en tête des puits de captage des casiers en cours d'exploitation jusqu'à leur raccordement au réseau général de captation. »
- « L'exploitant fera réaliser tous les mois une recherche de fuites du biogaz sur l'ensemble du casier n°3. Dès la découverte d'une fuite, celle-ci devra être colmatée et étanchée dans les meilleurs délais. Le rapport d'intervention devra être adressé tous les mois à l'inspection des installations classées. »
- « La surface supérieure de chaque couche de résidus et le front de décharge sont recouverts quotidiennement par une ou des membranes à charbon actif. »
- « L'exploitant remettra une étude technico-économique sur la valorisation du biogaz produit par l'installation à l'inspection des installations classées. »

Article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2 012-P-1076 du 3 Juillet 2012

- « Afin de prévenir des départs de feux, un système de caméras infrarouges couvre l'intégralité de la surface en cours d'exploitation. Toute alerte en dehors des heures d'ouverture est télé transmise automatiquement à un responsable d'astreinte. »

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Faute à l'exploitant de se conformer aux dispositions fixées à l'article 1^{er} du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3 : DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS

Les dispositions du présent arrêté peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente (Tribunal administratif de DIJON) par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

ARTICLE 4 : NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Un extrait du présent arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins du chef d'établissement.

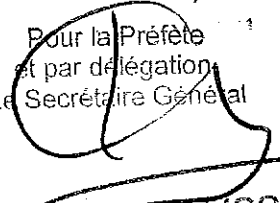
ARTICLE 5 : EXÉCUTION ET NOTIFICATION

Une copie du présent arrêté, notifié par la voie administrative à M. le Directeur de la société SADE CGTH, sera adressée à :

- M. le Secrétaire général de la préfecture,
- M. le Maire de LA FERMETE,
- Mme la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Bourgogne,
- Mme la Directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations,
- M. le Directeur départemental des territoires,
- M. le Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Nièvre,
- M. le Chef du SIDPC,
- M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Nièvre,
- M. le Responsable des subdivisions environnement de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Nièvre,

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application et l'exécution.

Fait à NEVERS, le 12 DEC. 2012

La Préfète,
Pour la Préfète
et par délégation
Le Secrétaire Général

MICHEL PAILLISSÉ

